



31 décembre 2025
**États financiers
consolidés**

SOMMAIRE

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1 - États consolidés de la situation financière - ACTIF	3
2 - États consolidés de la situation financière - PASSIF	3
3 - Compte de résultat consolidé	4
4 - État du résultat global consolidé	4
5 - Tableau de flux de trésorerie consolidés	5
6 - Tableau de variation des capitaux propres consolidés	6
7 - Annexe aux états financiers consolidés	7

1 – ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE - ACTIF

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Libellé (en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Goodwill	4.1.1	34 326	36 862
Immobilisations incorporelles	4.1.2	1 053	999
Immobilisations corporelles	4.1.3	3 675	3 804
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	4.1.4	7 303	6 201
Immobilisations financières	4.1.5	827	871
Impôts différés - actif	6.5	530	402
Actif non courant		47 714	49 139
Clients et autres débiteurs	4.2.1	39 251	41 962
Autres actifs courants	4.2.1	5 661	8 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2	24 528	19 210
Actif courant		69 440	69 334
Total ACTIF		117 154	118 473

2 - ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE - PASSIF

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Libellé (en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Capital	5.1.1	5 083	5 083
Primes d'émission et d'apport		3 890	3 890
Réserves consolidées		48 575	48 903
Résultat net (Part du groupe)		(1 124)	496
Capitaux propres part du groupe		56 423	58 372
Intérêts ne conférant pas le contrôle		846	800
Total des capitaux propres		57 270	59 173
Provisions au titre des avantages envers le personnel	5.1.2	1 593	1 281
Emprunts et dettes financières	5.1.3	4 047	3 953
Impôts différés - passif	6.5	49	95
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4	4 973	4 217
Passif non courant		10 662	9 546
Provisions courantes	5.2.1	261	250
Emprunts et dettes financières	5.1.3	1 507	3 127
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4	2 262	1 932
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2	5 692	6 175
Autres passifs courants	5.2.2	39 500	38 271
Passif courant		49 222	49 755
Total PASSIF		117 154	118 473

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers

3 - COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Etat du résultat net consolidé (en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Chiffre d'affaires	6.1	214 345	211 869
Achats consommés		(1 172)	(1 186)
Charges externes		(6 823)	(8 809)
Charges de personnel	6.2	(197 201)	(194 865)
Impôts et taxes		(3 096)	(3 464)
Autres produits et charges opérationnels courants		(268)	1 941
EBITDA	3.6.14	5 785	5 486
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions	6.4	(3 839)	(3 149)
Dépréciations des goodwill		(2 570)	(560)
Résultat opérationnel courant		(624)	1 777
Produits opérationnels non courants		46	-
Charges opérationnelles non courantes		(20)	(279)
Autres produits et charges opérationnels non courants		26	(279)
Résultat opérationnel		(598)	1 498
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		-	-
Coût de l'endettement financier brut	5.1.3	(210)	(478)
Coût de l'endettement financier net		(210)	(478)
Autres produits et charges financiers	6.3	35	174
Résultat financier		(175)	(304)
Impôts sur les résultats	6.5	(313)	(769)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(1 087)	425
Intérêts ne conférant pas le contrôle		37	(71)
Résultat net (Part du groupe)		(1 124)	496
Nombre d'actions		2 541 490	2 541 490
Résultat net part du groupe, par action non dilué (en euros)	5.1.1	-0,44	0,20
Résultat net part du groupe, par action dilué (en euros)	5.1.1	-0,44	0,20

4 – ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Etat du résultat global consolidé (en K€)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net de l'ensemble consolidé	(1 087)	425
Autres éléments du résultat global	146	(121)
Variation des écarts actuariels liés aux avantages au personnel	93	14
Sous-total des éléments du résultat global non recyclables	93	14
Variation des écarts de conversion des entités étrangères	76	(132)
Sous-total des éléments du résultat global recyclables	76	(132)
Effets d'impôt sur les éléments directement comptabilisés en capitaux propres	(23)	(3)
Résultat global	(941)	304
Part du groupe	(987)	389
Intérêts ne conférant pas le contrôle	46	(85)

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers

5 – TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Libellé (en K€)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net total des entités consolidées		(1 087)	425
Dotations nettes aux amortis. dépr. et provisions	6.4	6 285	3 738
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		(1)	(8)
Élimination des plus ou moins-values de cessions d'actifs		(16)	10
CAF après coût de l'endettement financier		5 181	4 165
Coût de l'endettement financier	5.1.3	257	522
Charge d'impôt de la période, y compris impôts différés	6.5	2	714
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		5 441	5 400
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		5 734	(2 996)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'EXPLOITATION (I)		11 175	2 404
Acquisitions d'immobilisations		(3 306)	(6 342)
Cessions d'immobilisations		46	-
Réduction des autres immobilisations financières		32	45
Incidence des variations de périmètre		-	(8 680)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'INVESTISSEMENT (II)		(3 228)	(14 977)
Variation nette des emprunts	5.1.3	77	986
Dividendes reçus (versés) de la société mère	5.1.1	(1 017)	(1 017)
Variation nette des placements à court terme	4.2.2	3 000	-
Variation nette des concours bancaires		(1)	(2)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT (III)		2 059	(33)
Variation de change sur la trésorerie (IV)		54	(137)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE (IV)		54	(137)
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)		10 060	(12 742)
TRÉSORERIE : OUVERTURE²	4.2.2	8 301	21 044
Trésorerie : correction à-nouveaux / reclassements		-	-
TRÉSORERIE : CLOTURE²	4.2.2	18 361	8 301

¹ La variation du BFR s'explique principalement par la variation de l'activité (réduction des créances et augmentation des dettes)

² La trésorerie d'ouverture et de clôture ne comprend pas les comptes à terme.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers

6 - VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Groupe DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2025

Libellé (en K€)	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserves de conversion groupe	Résultat net Part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle
Au 31/12/2023	5 083	3 890	44 701	1 592	3 680	58 947	886
Affectation du résultat N-1	-	-	3 680	-	(3 680)	-	-
Distribution / brut versé	-	-	(1 017)	-	-	(1 017)	-
Var. de capital en numéraire et souscrip	-	-	-	-	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	496	496	(71)
Autres augmentations, diminutions	-	-	-	-	-	-	-
Reclass, restruct., chang .de méth.	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conv. - Effet de change	-	-	-	(117)	-	(117)	(15)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	63	-	-	63	-
Au 31/12/2024	5 083	3 890	47 427	1 475	496	58 372	800
Affectation du résultat N-1	-	-	496	-	(496)	-	-
Distribution / brut versé	-	-	(1 017)	-	-	(1 017)	-
Var. de capital en numéraire et souscrip	-	-	-	-	-	-	-
Résultat	-	-	-	-	(1 124)	(1 124)	38
Autres augmentations, diminutions	-	-	-	-	-	-	-
Reclass, restruct., chang .de méth.	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conv. - Effet de change	-	-	-	68	-	68	8
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	125	-	-	126	-
Au 31/12/2025	5 083	3 890	47 031	1 543	(1 124)	56 423	846



1 - Informations générales	9
2 - Informations liées à l'exercice et postérieures à l'exercice	9
2.1 - Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice	9
2.1.1 - Entrée de DLSI S.A. dans le périmètre de consolidation de la société UNTITLED 57	9
2.1.2 - Cyberattaque sur les filiales PRESTIM et ML Intérim	9
2.1.3 - Contrôle fiscal	9
2.1.4 - Agissement frauduleux chez PEMSA – SUISSE	9
2.2 - Évolution du périmètre	9
2.3 - Transition climatique	9
2.4 - Événements significatifs postérieurs à la clôture	10
2.4.1 - Contexte géopolitique et macroéconomique	10
2.4.2 - Évolution de l'inflation	10
3 - Principes comptables et règles de consolidation	10
3.1 - Référentiel IFRS	10
3.1.1 - Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2025	10
3.1.2 - Autres nouvelles normes non encore applicables au 1er janvier 2025 ou non appliquées par anticipation	10
3.2 - Présentation des états financiers	10
3.3 - Recours aux estimations	10
3.4 - Méthodes de consolidation et périmètre	11
3.4.1 - Méthodes de consolidation	11
3.4.2 - Périmètre	11
3.4.3 - Transactions éliminées dans les états financiers consolidés	12
3.4.4 - Intérêts ne conférant pas le contrôle (IFRS 10)	12
3.4.5 - Conversion des transactions en monnaies étrangères	12
3.5 - Date de clôture	12
3.6 - Méthodes d'évaluation	12
3.6.1 - Goodwill (IFRS 3 – IAS 36)	12
3.6.2 - Immobilisations incorporelles (IAS 38)	12
3.6.3 - Immobilisations corporelles (IAS 16)	12
3.6.4 - Contrats de location (IFRS 16)	12
3.6.5 - Instruments financiers (IFRS 9 et IFRS 7)	13
3.6.5.1 - Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	14
3.6.5.2 - Actifs financiers évalués au coût amorti	14
3.6.6 - Trésorerie et équivalents de trésorerie (IAS 7)	15
3.6.7 - Dépréciations d'actifs (IAS 36)	15
3.6.8 - Impôts différés et impôts sur les sociétés (IAS 12)	15
3.6.9 - Provisions (non courantes et courantes) (IAS 37)	15
3.6.10 - Reconnaissance du chiffre d'affaires	15
3.6.11 - Avantages au personnel (IAS 19 révisée)	16
3.6.12 - Passifs financiers	16
3.6.13 - Information sectorielle	16
3.6.14 - Indicateur alternatif de performance	16

4 - Détail de l'actif	16
4.1 - Actif non courant	16
4.1.1 - Goodwill	16
4.1.2 - Immobilisations incorporelles	17
4.1.3 - Immobilisations corporelles	17
4.1.4 - Contrats de location IFRS 16	18
4.1.5 - Immobilisations financières	18
4.2 - Actif courant	19
4.2.1 - Clients et autres débiteurs et autres actifs courants	19
4.2.2 - Trésorerie et équivalents de trésorerie	20
5 - Détail du passif	20
5.1 - Passifs non courants	20
5.1.1 - Capital social, résultat par action et dividende par action	20
5.1.1.1 - Capital social	20
5.1.1.2 - Résultat par action	20
5.1.1.3 - Dividende par action	20
5.1.2 - Provisions non courantes	21
5.1.3 - Emprunts et dettes financières	21
5.1.4 - Gestion du capital	22
5.1.5 - Gestion du risque financier	22
5.1.5.1 - Introduction	22
5.1.5.2 - Risque de crédit	22
5.1.5.3 - Risque de liquidité	22
5.1.5.4 - Risque de marché	23
5.1.5.5 - Risque de taux d'intérêt	23
5.1.5.6 - Risque de change	23
5.2 - Passifs courants	23
5.2.1 - Provisions d'exploitation	23
5.2.2 - Fournisseurs et autres créditeurs et autres passifs courants	23
6 - Détail du compte de résultat consolidé	23
6.1 - Chiffre d'affaires par pays	23
6.2 - Charges de personnel et ventilation des effectifs	23
6.3 - Autres produits et charges financières	24
6.4 - Dotations aux amortissements	24
6.5 - Charges d'impôts	24
7 - Informations complémentaires	26
7.1 - Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux	26
7.2 - Relations avec les parties liées	26
7.3 - Engagements hors bilan	27
7.3.1 - Engagements reçus et donnés	27
7.3.2 - Autres engagements	27
7.4 - Honoraires des commissaires aux comptes	27

Note 1 - Informations générales

Les états financiers consolidés du Groupe DLSI au 31 décembre 2025 ont été arrêtés par le Directoire le 25 mars 2026. Ces états financiers consolidés ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 18 juin 2026.

Le Groupe DLSI offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire.

DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 5 082 980 euros
Siège social : Avenue Jean-Eric Bousch – Technopôle
Forbach Sud – 57600 FORBACH
RCS SARREGUEMINES 389 486 754

Les états financiers consolidés de la Société DLSI, pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont présentés en milliers d'Euros sauf mention contraire et comprennent les états financiers de la société et ses participations (l'ensemble désigné comme « Le Groupe »).

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2025.

Note 2 – Informations liées à l'exercice et postérieures à l'exercice

2.1 – Événements significatifs intervenus au cours de l'exercice

Si l'environnement actuel reste difficile, le Groupe DLSI va poursuivre la mise en place d'actions de performance ciblées en adaptant ses charges opérationnelles et ses investissements, et reste confiant dans son modèle économique et sa capacité à s'adapter dans un contexte international incertain.

L'entreprise continue de s'adapter aux défis du marché tout en investissant dans sa stratégie de croissance organique et dans son plan de transformation digitale afin de maintenir sa position d'acteur de référence sur le marché de l'intérim.

L'exercice écoulé a été marqué par une demande vigoureuse contrariée chez certains clients en France par des difficultés d'approvisionnement en matières premières et impactée pour DLSI par des manques de disponibilités de personnels intérimaires et permanents dans les agences régionales en France. Cette baisse de la demande et ces difficultés de recrutement combinées à une baisse durable de l'activité sur ces dernières années ont notamment conduit à une dépréciation du goodwill (voir note 4.1.1).

2.1.1 – Entrée de DLSI S.A. dans le périmètre de consolidation de la société UNTITLED 57

Dans le cadre d'une opération de reclassement de sa participation, Monsieur Thierry DOUDOT a apporté l'intégralité des actions qu'il détient directement et indirectement, via Ray International, au capital de DLSI S.A., soit au total 1 649 120 actions représentant 64,89% du capital et 74,64% des droits de vote.

Comme indiqué à l'Autorité des marchés financiers lors de la demande de dérogation, cet apport s'analyse comme un reclassement d'actions au sein d'un même groupe.

Cette opération a fait l'objet d'une dérogation accordée par l'Autorité des marchés financiers en date du 16 décembre 2024 et reproduite dans D&I 224C2707.

2.1.2 – Cyberattaque sur les filiales PRESTIM et ML Intérim

Une cyberattaque a touché deux filiales du Groupe (PRESTIM et ML Intérim) en octobre 2025, nécessitant une remédiation rapide.

Le Groupe a pu récupérer l'ensemble de ses données sans altération et a directement communiqué avec les autorités locales ainsi qu'avec la CNIL en accord avec les obligations légales qui lui incombent. Un renforcement des dispositifs de cybersécurité a été mis en place ainsi qu'une politique de sensibilisation accrue des équipes aux risques numériques afin de prévenir la survenance d'événements similaires.

2.1.3 – Contrôle fiscal

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2021, 2022 et 2023 a été mené au niveau de DLSI S.A. au cours de l'exercice. Le contrôle est clôturé et n'a fait apparaître aucune anomalie significative.

2.1.4 - Agissement frauduleux chez PEMSA - SUISSE

Une fraude a été identifiée au sein de notre succursale PEMSA (Suisse) impliquant l'ensemble des membres de l'équipe d'une agence spécifique.

Cette fraude se matérialise par des détournements de fonds via l'altération de données. Une plainte a été immédiatement déposée et une enquête est actuellement en cours.

En parallèle, des mesures ont été mises en place pour prévenir la répétition de ce type de fraude via le renforcement de contrôles et processus internes ainsi que la sécurisation des données bancaires.

Les principaux impacts ont été identifiés et comptabilisés au titre de l'exercice 2024 (-317 K€ d'impact sur le chiffre d'affaires, -270 K€ d'impact sur le résultat opérationnel groupe et -239 K€ d'impact sur le résultat net du groupe) au niveau local et au niveau du groupe. Les impacts financiers de cet événement comptabilisés sur l'exercice 2025 sont non significatifs au niveau du groupe.

2.2 – Évolution du périmètre

Il n'y a pas eu d'évolution du périmètre en 2025.

2.3 – Transition climatique

Face à l'urgence climatique marquée par la pollution et la disparition progressive d'espèces et de ressources, aux évolutions réglementaires en matière d'environnement qui concernent de plus en plus de sociétés, au changement du regard des consommateurs, aux engagements éthiques et éco-responsables de plus en plus nombreux de la part des différents acteurs du marché, le Groupe a engagé une démarche volontaire en matière de RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises).

Depuis plusieurs années, le Groupe communique sur son site internet sur les principaux engagements et actions qu'il met en place. Ces actions concernent entre autres :

- Mise en place d'une politique RSE ;
- Soutien de plusieurs causes environnementales ;
- Mise en place d'une politique d'achats responsables.

Ces différentes actions sont reprises dans les hypothèses retenues dans l'élaboration du budget du Groupe et de ce fait sont incluses dans la réalisation des tests de dépréciation. A la clôture 2025, le Groupe n'identifie pas de risques climatiques susceptibles d'impacter significativement la valeur comptable de ses actifs.

2.4 – Événements significatifs postérieurs à la clôture

2.4.1 – Contexte géopolitique et macroéconomique

Depuis la clôture de l'exercice, le contexte géopolitique demeure particulièrement instable, avec la poursuite des tensions en Ukraine et au Proche-Orient. Ces événements sont susceptibles d'influencer l'environnement économique global, notamment par des impacts indirects sur les prix de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers. À ce jour, les conséquences précises sur l'activité et les résultats du Groupe ne peuvent être déterminées de manière fiable, mais font l'objet d'un suivi attentif de la part de la direction.

2.4.2 – Évolution de l'inflation

Les niveaux d'inflation au sein de la zone euro se sont progressivement normalisés et évoluent désormais dans une zone considérée comme maîtrisée par les autorités monétaires, après plusieurs exercices marqués par une forte volatilité. Cette évolution traduit un retour vers un environnement macroéconomique plus stable, bien que certaines composantes, notamment les services, continuent de contribuer de manière notable à la hausse des prix.

Malgré cette normalisation, un risque inflationniste significatif demeure, en raison de pressions persistantes dans certains secteurs de l'économie et de la sensibilité continue aux variations des coûts de l'énergie et des approvisionnements. Dans ce contexte, la direction reste attentive à l'évolution des conditions macroéconomiques et adapte en permanence sa politique de gestion pour en atténuer les éventuels impacts les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers.

Note 3 – Principes comptables et règles de consolidation

3.1 – Référentiel IFRS

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standard) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025.

3.1.1 - Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1er janvier 2025

Les nouvelles normes et amendements de normes existantes adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 consistent principalement en des amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » relatifs à l'absence de convertibilité. Son application n'a pas d'effet sur les états financiers consolidés du Groupe et leurs notes.

Par ailleurs, l'IFRS Interpretation Committee (IFRS IC) a publié deux décisions définitives :

- IAS 38 « Immobilisations incorporelles » traitant de la comptabilisation d'actifs incorporels résultant des engagements liés au climat ;
- IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » précisant l'évaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes.

Ces interprétations n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

3.1.2 - Autres nouvelles normes non encore applicables au 1er janvier 2025 ou non appliquées par anticipation :

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer les nouvelles normes et amendements de normes existantes adoptés par l'Union européenne, d'application obligatoire postérieure au 31 décembre 2025 et pouvant être appliqués de manière anticipée. Il s'agit principalement des modifications à IFRS 9 « Instruments financiers » et à IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » traitant des contrats d'achat d'énergie renouvelable et clarifiant, notamment, la comptabilisation et la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers en date de règlement. La Société n'anticipe pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » est d'application obligatoire au 1er janvier 2027 sous réserve de l'homologation par l'Union Européenne. Elle consiste principalement en un changement significatif de présentation du compte de résultat, en de nouvelles informations à communiquer en annexe, notamment sur les indicateurs de performance, et en des modifications plus limitées du tableau des flux de trésorerie et du bilan. Le Groupe est en cours d'évaluation des principaux changements induits par l'application de ces nouvelles règles. A ce stade, il ne prévoit pas de l'appliquer par anticipation en 2026.

3.2 – Présentation des états financiers

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

3.3 – Recours aux estimations

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances notamment relatives à la crise économique et financière actuelle. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les politiques comptables qui nécessitent des estimations et des jugements de la direction sont listées ci-dessous :

- Dépréciation des créances clients (note 3.6.5.) ;
- Actifs d'impôts différés (note 3.6.8.) ;
- Estimation de la durée d'un contrat de location (note 3.6.4.) ;
- Evaluation des actifs et passifs dans le cadre de regroupement d'entreprise (note 3.6.1.) ;
- Les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur (note 3.6.7.) ;
- Estimation du montant des provisions pour pensions et retraites (note 3.6.11.) ;
- Estimation du montant des provisions pour litige (note 3.6.9.).

3.4 – Méthodes de consolidation et périmètre

3.4.1 – Méthodes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et les états financiers des entités qu'elle contrôle (ses filiales) à la date de clôture. La Société a le contrôle lorsque les 3 conditions suivantes sont remplies :

1. Elle détient le pouvoir sur l'entité ;
2. Elle a droit ou est exposé aux rendements variables ;
3. Elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

La Société doit réévaluer si elle contrôle l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle énumérés ci-dessus ont changé.

Si la société ne détient pas la majorité des droits de vote dans une entité émettrice, elle a des droits qui sont suffisants pour lui conférer le pouvoir lorsqu'elle a la capacité pratique de diriger unilatéralement les activités pertinentes de l'entité émettrice. Lorsqu'elle évalue si les droits de vote qu'elle détient dans l'entité émettrice sont suffisants pour lui conférer le pouvoir, la Société prend en considération tous les faits et circonstances pertinents, y compris les suivants :

- Le nombre de droits de vote que la Société détient par rapport au nombre de droits détenus respectivement par les autres

détenteurs de droits de vote et à leur dispersion ;

- Les droits de vote potentiels détenus par la Société, les autres détenteurs de droits de vote ou d'autres parties ;
- Les droits découlant d'autres accords contractuels ;
- Les autres faits et circonstances, le cas échéant, qui indiquent que la Société a, ou n'a pas, la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes au moment où les décisions doivent être prises, y compris les résultats du vote lors des précédentes assemblées des actionnaires. Les états financiers des sociétés contrôlées sont inclus dans les états financiers consolidés du Groupe à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes aux 31 décembre 2025 et 2024, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe. Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme dans les comptes des entités du Groupe compris dans les états financiers consolidés.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts ne conférant pas le contrôle au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

3.4.2 - Périmètre

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient, directement ou indirectement, le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe détient le contrôle si les trois conditions décrites dans la note précédente sont remplies.

Au 31 décembre 2025, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :

SOCIÉTÉS	Siège social	Date acquisition / Cession	% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ALZETTE	10/03/1994	100	SA	Intégration globale
DLSI GmbH	KLEINBLIEDERSTROFF	08/06/2000	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LUTRY (SUISSE)	01/07/2007	88,9	SA	Intégration globale
ASSISTEO SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/09/2016	88,9	SA	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale
ML INTERIM	COLMAR	04/01/2024	100	SAS	Intégration globale
PRESTIM	SAINT-AVOLD	04/01/2024	100	SAS	Intégration globale

Aucune entreprise n'est exclue du périmètre de consolidation.

3.4.3 – Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupes sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

3.4.4 – Intérêts ne conférant pas le contrôle (IFRS 10)

Les intérêts ne conférant pas le contrôle correspondent aux capitaux propres d'une filiale qui ne sont pas attribuables, directement ou indirectement, à la société mère.

3.4.5 – Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- Les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- Les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- Les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion » dont la contrepartie est présentée en autres éléments du résultat global.

3.5 – Date de clôture

Les états financiers des sociétés couvrent tous une période de 12 mois débutant au 1er janvier de l'année.

Les dates de clôture des états financiers des sociétés sont toutes au 31 décembre 2025.

3.6 – Méthodes d'évaluation

3.6.1 – Goodwill (IFRS 3 – IAS 36)

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

Le goodwill est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Le goodwill n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation de valeur annuel (Cf. note 3.6.7). En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat en résultat opérationnel dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement d'entreprises survient, le Groupe doit présenter les montants provisoires relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation ou des actifs ou passifs additionnels sont comptabilisés pour tenir compte d'informations nouvelles obtenues à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur les montants comptabilisés à cette date.

3.6.2 – Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

3.6.3 – Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- Comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue) ;
- Amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

Agencements et aménagements	10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans et 5 ans
Mobilier de bureau	10 ans

Les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

3.6.4 Contrats de location (IFRS 16)

La société détermine si un contrat est ou contient un contrat de location. La société comptabilise tous les contrats de location en comptabilisant un droit d'utilisation et un passif de location, à l'exception des contrats de location d'actifs de faible valeur et des contrats de location d'une durée de 12 mois ou moins qui sont directement comptabilisés en charges.

Les obligations locatives sont évaluées à la valeur actuelle des paiements contractuels dus au bailleur sur la durée du contrat de location, le taux d'actualisation étant déterminé par référence au taux inhérent au contrat de location, sauf si cela n'est pas facilement déterminable, auquel cas le taux d'emprunt différentiel de la société au début du bail est utilisé. Les paiements de location variables ne sont inclus dans l'évaluation du passif de location que s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux. Dans de tels cas, l'évaluation initiale de l'obligation locative suppose que l'élément variable restera inchangé pendant toute la durée du bail. Les autres paiements de location variables sont passés en charges dans la période à laquelle ils se rapportent.

Les actifs liés aux droits d'utilisation sont initialement évalués au montant des obligations de location, réduits des montants des avantages reçus au titre des incitations à la location et augmentés en fonction de ce qui suit :

les paiements de location effectués au plus tard au début du bail ; les coûts directs initiaux encourus ; et une estimation du coût à engager lorsque la société est contractuellement tenue de démanteler, de retirer ou de restaurer l'actif loué.

Après l'évaluation initiale, l'obligation locative est augmentée en fonction des intérêts effectifs et réduite en fonction des paiements de location effectués. L'obligation locative est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de location futurs résultant d'un changement d'un indice ou d'un taux, ou, le cas échéant, de changements dans l'évaluation à savoir s'il est raisonnablement certain qu'une option d'achat ou de renouvellement sera exercée, ou s'il est raisonnablement certain qu'une option de résiliation ne sera pas exercée. Les actifs liés aux droits d'utilisation sont amortis linéairement sur la durée résiduelle du bail ou de la durée de vie d'utilité de l'actif, selon la plus courte de ces durées.

La société réévalue également l'actif au titre d'un droit d'utilisation pour dépréciation lorsque de tels indicateurs existent.

Lorsque la société comptabilise un contrat de location à titre de preneur, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si elle a une certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou une option de résiliation anticipée, le cas échéant, sera exercée. S'il existe une certitude raisonnable qu'une telle option sera exercée, elle tient compte de l'exercice de cette option lorsqu'elle détermine la durée du contrat de location. Ainsi, une modification de l'hypothèse utilisée pourrait avoir une incidence importante sur le montant comptabilisé de l'actif au titre de droits d'utilisation et sur l'obligation locative, ainsi que sur le montant de l'amortissement de l'actif au titre de droits d'utilisation et la charge d'intérêts sur l'obligation locative.

Conformément aux dispositions de la norme, le Groupe a choisi de recourir aux deux simplifications pratiques offertes par la norme à savoir ne pas appliquer les dispositions de la norme aux contrats de location dont :

- L'actif sous-jacent est de faible valeur ; le Groupe a retenu comme seuil pour cette catégorie une valeur à neuf de 5 000 euros ;
- La durée initiale du contrat est inférieure ou égale à 12 mois.

3.6.5 – Instruments financiers (IFRS 9 et IFRS 7)

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés dans le bilan du Groupe lorsque celui-ci devient partie aux dispositions contractuelles des instruments.

Les actifs et passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés ou minorés des coûts de transaction selon la catégorie dans laquelle ils sont classés.

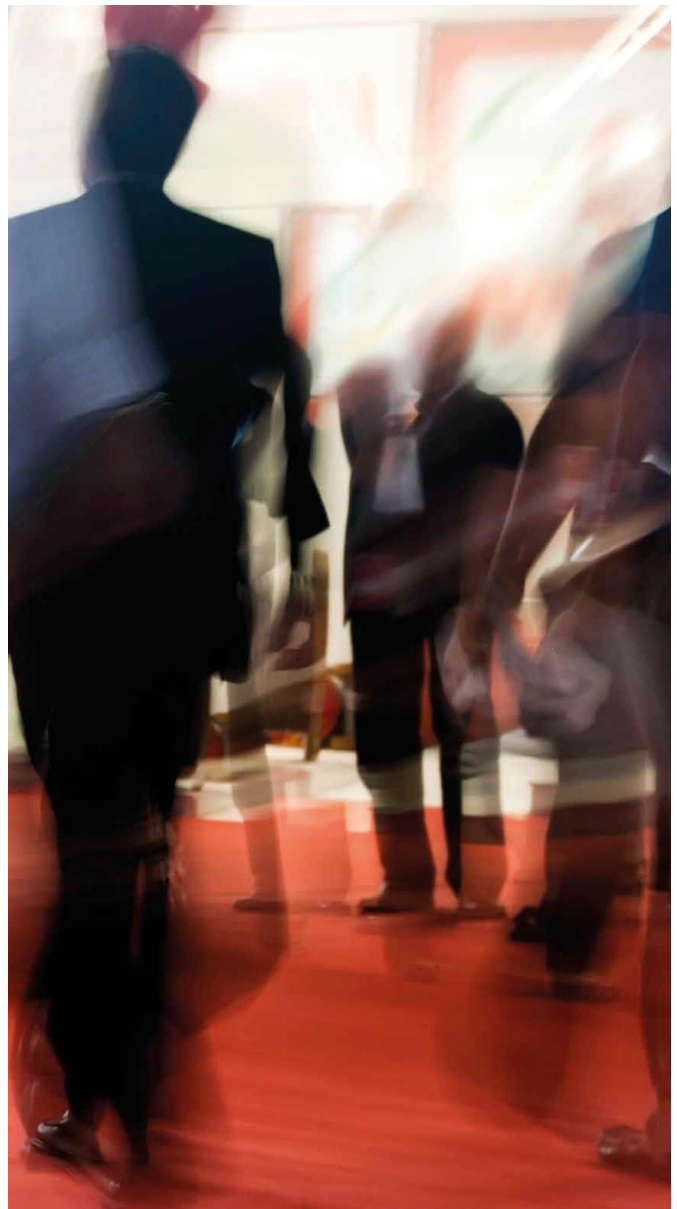
Le Groupe détermine la classification de ses instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale en fonction des caractéristiques contractuelles de leurs flux de trésorerie et du modèle d'entreprise du Groupe pour la gestion de ces instruments financiers.

Les instruments financiers comptabilisés sont évalués ultérieurement en totalité au coût amorti ou à la juste valeur, selon la catégorie dans laquelle ils sont classés.

Les méthodes d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers tels que définis ci-après, sont hiérarchisées selon les trois niveaux de juste valeur suivants :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des actifs et passifs financiers ainsi que la juste valeur des instruments financiers ventilés selon les trois niveaux définis ci-avant (à l'exception de ceux dont la valeur comptable constitue une approximation raisonnable de cette juste valeur).



A fin 2025 et 2024, le Groupe a des actifs financiers relevant principalement des catégories "Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Actifs financiers évalués au coût amorti".

		Valeur comptable				Juste valeur			
Au 31/12/2025	Note	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Coût amorti	Valeur nette au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Libellé en K€									
Titres de participation non consolidés	4.1.5	-	40	-	40	-	-	40	40
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	4.1.5	-	-	787	787	-	787	-	787
Clients et autres débiteurs	4.2.1	-	-	39 251	39 251	-	39 251	-	39 251
Autres actifs courants	4.2.1	-	-	5 661	5 661	-	5 661	-	5 661
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2	24 528	-	-	24 528	24 528	-	-	24 528
Total actifs financiers		24 528	40	45 699	70 267	24 528	45 699	40	70 267
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4	-	-	7 235	7 235	-	7 235	-	7 235
Emprunts et dettes financières	5.1.3	-	-	5 550	5 550	-	5 550	-	5 550
Autres dettes non courantes et courantes	5.2.2	-	-	39 500	39 500	-	39 500	-	39 500
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2	-	-	5 692	5 692	-	5 692	-	5 692
Concours bancaires	5.1.3	-	-	4	4	4	-	-	4
Total passifs financiers		-	-	57 981	57 981	4	57 977	-	57 981

		Valeur comptable				Juste valeur			
Au 31/12/2024	Note	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Coût amorti	Valeur nette au bilan	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Libellé en K€									
Titres de participation non consolidés	4.1.5	-	40	-	40	-	-	40	40
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	4.1.5	-	-	831	831	-	831	-	831
Clients et autres débiteurs	4.2.1	-	-	41 962	41 962	-	41 962	-	41 962
Autres actifs courants	4.2.1	-	-	8 161	8 161	-	8 161	-	8 161
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2.2	19 210	-	-	19 210	19 210	-	-	19 210
Total actifs financiers		19 210	40	50 954	70 204	19 210	50 954	40	70 204
Dettes liées aux contrats de location	4.1.4	-	-	6 149	6 149	-	6 149	-	6 149
Emprunts et dettes financières	5.1.3	-	-	7 075	7 075	-	7 075	-	7 075
Autres dettes non courantes et courantes	5.2.2	-	-	38 271	38 271	-	38 271	-	38 271
Fournisseurs et autres créditeurs	5.2.2	-	-	6 175	6 175	-	6 175	-	6 175
Concours bancaires	5.1.3	-	-	5	5	5	-	-	5
Total passifs financiers		-	-	57 675	57 675	5	57 670	-	57 675

3.6.5.1 – Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

3.6.5.2 – Actifs financiers évalués au coût amorti

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » au sein des emprunts et dettes à court terme.

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

3.6.6 – Trésorerie et équivalents de trésorerie (IAS 7)

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

3.6.7 – Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôts différés, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, le Groupe procède à une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Pour les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une unité génératrice de trésorerie (UGT) est donc définie comme le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

La stratégie du Groupe repose entre autres sur une couverture géographique de son réseau d'agences permettant de répondre à des besoins identifiés localement. De ce fait, chaque agence génère des entrées de trésorerie indépendantes et pourrait être assimilée au plus petit groupe d'actifs identifiables. Néanmoins, grâce à son modèle opérationnel, le Groupe est capable de générer des synergies entre les différentes agences sur des périmètres géographiques spécifiques, notamment au niveau des pays dans lesquels il est implanté. De plus, la Direction Générale du Groupe a mis en place un management local, elle analyse et prend ses décisions sur base de documents internes spécifiques aux pays dans lequel le Groupe est implanté.

Ainsi le modèle opérationnel mis en place au sein du Groupe permet de regrouper l'ensemble des agences sous différentes UGT correspondant aux 4 pays où il est implanté à savoir :

- France
- Allemagne
- Suisse
- Luxembourg

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat consolidé. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

3.6.8 – Impôts différés et impôts sur les sociétés (IAS 12)

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôts sur les sociétés.

3.6.9 – Provisions (non courantes et courantes) (IAS 37)

Une provision est constituée, lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe pour le Groupe une obligation actuelle résultant d'événements passés à l'égard d'un tiers, qui provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources estimables de façon fiable au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

3.6.10 – Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture.

3.6.11 – Avantages au personnel (IAS 19 révisée)

Provisions pour indemnité de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 révisée.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés du Groupe DLSI, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

	2025	2024
Âge de départ	65 ans	65 ans
Turn-over	5% décroissant	5% décroissant
Taux d'augmentation	1,50%	1,50%
Taux d'actualisation	4,00%	3,65%
Charges sociales	40%	40%
Tableau de mortalité Hommes/Femmes	INSEE 2018-2020	TH002 et TF0002

Autres avantages à long terme :

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

3.6.12 – Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les dettes fournisseurs et les emprunts.

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt. Lors de leur comptabilisation initiale, les primes / décotes d'émission, primes / décotes de remboursement et frais d'émission sont comptabilisés en augmentation ou en diminution de la valeur nominale des emprunts concernés. Ces primes et frais d'émission sont pris en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif et sont donc constatés en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie estimée de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

Les emprunts et les dettes financières dont l'échéance intervient après 12 mois suivant la date de clôture sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

3.6.13 – Information sectorielle

Le Groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le Groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts en dehors des zones réparties géographiquement de la façon suivante :

Pays	Chiffres d'affaires (en K€)
France	118 641
Allemagne	1 480
Luxembourg	2 476
Suisse	91 748
TOTAL	214 345

3.6.14 – Indicateur alternatif de performance

Le Groupe utilise l'EBITDA (« Earnings Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization ») comme un des indicateurs de performance. Cet indicateur alternatif de performance doit être considéré comme complémentaire aux indicateurs IFRS.

Cet agrégat correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements, provisions et reprises.

Note 4 – Détail de l'actif

4.1 – Actif non courant

4.1.1 – Goodwill

Les valeurs nettes comptables des goodwill ont évolué au cours de l'exercice de la manière suivante :

En K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotation	Écart de conversion
Goodwill	37 982	38 016	-	34
Dépréciations	(1 120)	(3 690)	(2 570)	-
Valeur nette	36 862	34 326	(2 570)	34

Les valeurs nettes comptables des goodwill se répartissent par UGT de la façon suivante :

Pays	Valeur nette en K€
France	28 464
Allemagne	-
Luxembourg	6
Suisse	5 856
TOTAL	34 326

Comme mentionné en note 3.6.7. un test de dépréciation a été réalisé pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2025. Dans le cadre de ce test de dépréciation, la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie.

Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- Le prévisionnel 2026, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction ;
- Le résultat de l'UGT sur les années passées pour estimer le pourcentage de rendement à venir ;
- Un taux d'actualisation ainsi qu'un taux de croissance à l'infini propres à chaque UGT tels que repris dans le tableau ci-dessous.

Les hypothèses retenues dans le cadre du test de dépréciation pour chacune des UGT sont les suivantes :

	31/12/2024		31/12/2025	
	Taux d'actualisation	Taux de croissance infini	Taux d'actualisation	Taux de croissance infini
France	10,7%	2%	11,1%	1,5%
Allemagne	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Suisse	10,3%	1,5%	10,5%	1,5%
Luxembourg	10,4%	1,5%	10,6%	1,5%

Pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2025, une dépréciation d'un montant de 2 570 K€ a été reconnue sur l'UGT France. Les tests de dépréciation reposent principalement sur des hypothèses de chiffre d'affaires, de rendement et de taux d'actualisation issues du plan de la Direction. Une analyse de sensibilité a été réalisée afin d'apprécier l'impact d'une variation raisonnablement possible de ces hypothèses clés.

Pour l'UGT France, la direction a projeté pour 2026 une hausse du chiffre d'affaires de 12,1%. Sur la base des tests de dépréciation ainsi que des tests de sensibilité effectués à fin 2025, une dépréciation pour un montant de 2 570 K€ a été reconnue. Compte tenu de cette dépréciation :

- Une baisse de 20 points du chiffre d'affaires sur les projections 2026 n'entraînerait pas de dépréciation complémentaire ;
- De même, une augmentation du taux d'actualisation de 0,5 points ne conduirait pas à la constatation d'une dépréciation complémentaire ;
- En revanche, une diminution du taux du résultat courant avant impôts de 0,5 points constituerait un indice de dépréciation de 860 K€.

Pour l'UGT Suisse, la direction a projeté pour 2026 une hausse du chiffre d'affaires de 12%. Une limitation de cette hausse à 10% conduirait à une dépréciation complémentaire de 130 K€. Une hausse du taux d'actualisation de 0,5 points conduirait à une dépréciation complémentaire de 355 K€.

Pour l'UGT Luxembourg, le test de sensibilité ne fait apparaître aucun indice de perte de valeur complémentaire.

4.1.2 – Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Acquisitions	Cessions	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	125	125	-	-	-	-	-
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	3 267	3 560	161	-	-	-	132
Droit au bail	67	67	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	3 766	3 771	-	-	5	-	-
Avances et acomptes s/imm. incorp.	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	7 225	7 523	161	-	5	-	132

Les amortissements relatifs à ces immobilisations incorporelles se composent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprises	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Amort. des frais d'établissement	(125)	(125)	-	-	-	-	-
Amort. concessions, brevets & droits similaires	(2 831)	(2 991)	(160)	-	-	-	-
Amort. des autres immos incorp.	(3 270)	(3 354)	(81)	-	(3)	-	-
Amort. des immobilisations incorporelles	(6 226)	(6 470)	(241)	-	(3)	-	-

4.1.3 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles du Groupe se composent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Acquisitions	Cessions	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Terrain	53	53	-	-	-	-	-
Constructions	1 291	1 291	-	-	-	-	-
Matériel de bureau	2 236	2 292	57	-	(1)	-	-
Matériel de transport	390	400	9	-	1	-	-
Matériel informatique	4 468	5 061	561	-	32	-	-
Immobilisations corporelles en cours	132	-	-	-	-	-	(132)
Immobilisations corporelles	8 570	9 097	627	-	32	-	(132)

Les amortissements relatifs à ces immobilisations incorporelles se composent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprises	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Amort. des constructions	(1)	(39)	(39)	-	-	-	-
Amort. du matériel de bureau	(1 324)	(1 446)	(124)	-	2	-	-
Amort. du matériel de transport	(337)	(362)	(23)	-	(2)	-	-
Amort. du matériel informatique	(3 104)	(3 575)	(447)	-	(24)	-	-
Amort. des immobilisations corporelles	(4 766)	(5 422)	(632)	-	(24)	-	-

4.1.4 – Contrats de location

Les actifs liés aux droits d'utilisation se détaillent comme suit :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Acquisitions	Cessions	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Droits d'utilisation de biens immobiliers	12 770	13 562	3 833	(3 040)	-	-	-
Droits d'utilisation de véhicules de tourisme	1 480	2 251	1 442	(672)	-	-	-
Droits d'utilisation	14 250	15 813	5 275	(3 712)	-	-	-

Les amortissements relatifs aux droits d'utilisation se détaillent comme suit :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprises	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Amortissement des droits d'utilisation de biens immobiliers	(7 284)	(7 718)	(2 355)	1 921	-	-	-
Amortissement des droits d'utilisation de véhicules de tourisme	(765)	(792)	(561)	534	-	-	-
Amortissements des droits d'utilisation	(8 049)	(8 510)	(2 916)	2 455	-	-	-

Les passifs liés aux droits d'utilisation se détaillent comme suit :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Acquisitions	Cessions	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Dettes sur droits d'utilisation - Non courantes	4 217	4 973	4 727	(1 212)	-	-	(2 759)
Dettes sur droits d'utilisation - Courantes	1 932	2 262	-	(2 418)	-	-	2 748
Dettes de location	6 150	7 235	4 727	(3 630)	-	-	(11)

Les échéances des passifs liés aux droits d'utilisation se ventilent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2025	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Dettes sur droits d'utilisation - Non courantes	4 973	-	1 897	1 304	801	449	522
Dettes sur droits d'utilisation - Courantes	2 262	2 262	-	-	-	-	-
Dettes de location	7 235	2 262	1 897	1 304	801	449	522

4.1.5 – Immobilisations financières

Les immobilisations financières au 31 décembre 2025 se décomposent comme suit :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Acquisitions	Cessions	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Titres de participation	40	40	-	-	-	-	-
Titres immobilisés non courants	33	3	-	(30)	-	-	-
Prêts	33	21	-	(12)	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	806	803	14	(20)	3	-	-
Immobilisations financières	911	867	14	(62)	3	-	-

Les dépréciations relatives aux immobilisations financières se décomposent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprises	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur titres immobilisés non courants	(3)	(3)	-	-	-	-	-
Dépréciations sur dépôts et cautionnements	(37)	(37)	-	-	-	-	-
Dépréciations sur immobilisations financières	(40)	(40)	-	-	-	-	-

Les échéanciers des immobilisations financières sont détaillés dans le tableau suivant :

Libellé en K€	31/12/2025	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Prêts	21	-	-	21	-	-	-
Dépôts et cautionnements versés	803	-	-	-	-	-	803
Créances – Actif immobilisé	824	-	-	21	-	-	803

Les immobilisations financières sont principalement composées des cautions sur les baux commerciaux.

4.2 – Actif courant

4.2.1 – Clients et autres débiteurs et autres actifs courants

Les créances se présentent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024			31/12/2025		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Clients et comptes rattachés	42 963	(1 001)	41 962	40 349	(1 098)	39 251
Créances d'exploitation	42 963	(1 001)	41 962	40 349	(1 098)	39 251
Créances sur personnel & org. Sociaux	1 366	-	1 366	1 246	-	1 246
Avances et acomptes versés sur commandes	19	-	19	24	-	24
Créances fiscales hors IS	522	-	522	497	-	497
Etat, Impôt sur les bénéfices	816	-	816	669	-	669
Comptes courants	107	(90)	17	154	-	154
Autres créances	4 941	-	4 941	2 418	-	2 418
Charges constatées d'avance	479	-	479	653	-	653
Autres actifs courants	8 251	(90)	8 161	5 661	-	5 661
Actifs circulants	51 213	(1 091)	50 122	46 010	(1 098)	44 912

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif dans la catégorie des « Autres créances ». Le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances ». Les créances sont couvertes par des assurances crédit.

Les autres actifs courants comprennent notamment des charges comptabilisées d'avance pour 653 K€ et des créances fiscales et sociales pour 2 412 K€ (comprenant des créances d'impôts courant pour 1 166 K€ et produits à recevoir au titre de la formation pour 688 K€).

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025
Créances non échues	39 187	33 379
Créances échues et non dépréciées	10 935	11 533
- Depuis 1 à 30 jours	9 310	8 610
- Depuis 31 à 90 jours	1 625	2 923
- Depuis 91 à 180 jours	-	-
- Depuis 181 à 360 jours	-	-
- Depuis plus de 360 jours	-	-
TOTAL	50 122	44 912

4.2.2 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se présentent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025
Disponibilités	10 074	18 361
VMP et compte à terme	9 136	6 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 210	24 528

Les valeurs mobilières de placement sont principalement composées de comptes à terme.

Note 5 – Détail du passif

5.1 – Passifs non courants

5.1.1 – Capital social, résultat par action et dividende par action

5.1.1.1 – Capital social

Le capital social se compose de la manière suivante :

Libellé	31/12/2024	31/12/2025
Nombre de titres	2 541 490	2 541 490
Valeur unitaire (en EUR)	2	2
Montant du capital social (en EUR)	5 082 980	5 082 980

Tous les titres composant le capital social sont entièrement libérés.

Au 31 décembre 2025, le Groupe ne détient aucune action propre à l'exception de celles au titre du contrat de liquidité confié par la société DLSI à BNP PORTZAMPARC. A la date du 31 décembre 2025, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- 15 757 titres
- 65 347,03 € en espèces

5.1.1.2 – Résultat par action

Le résultat net par action s'obtient par le rapport du résultat « part du Groupe » sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, en excluant les actions auto-détenues, le cas échéant.

En euros	31/12/2024	31/12/2025
Résultat net - Part du Groupe	495 799	(1 124 372)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 541 490	2 541 490
Résultat net - Part du groupe par action	0,20	-0,44

Au 31 décembre 2025, il n'existe pas d'actions potentiellement dilutives (options, actions gratuites).

5.1.1.3 – Dividende par action

Les informations relatives au dividende par action sont présentées ci-dessous :

	31/12/2024	31/12/2025
Date de l'Assemblée générale statuant sur la proposition de distribution du dividende	19/06/2024	19/06/2025
Date de détachement du dividende	01/07/2024	01/07/2025
Dividende par action (en euro et par action)	0,40	0,40
Montant total de la distribution (en €)	1 016 596	1 016 596

5.1.2 – Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour pensions et retraites pour un montant de 1 593 K€ au 31 décembre 2025 (1 281 K€ au 31 décembre 2024).

Il convient de se référer aux explications données au paragraphe 3.6.11.

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprise	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Provisions pour pensions et retraites	1 281	1 593	411	(6)	-	-	(93)

Les autres variations de la provision pour engagement retraite correspondent à la variation des hypothèses actuarielles.

5.1.3 – Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières se composent de la façon suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Augmentation	Diminution	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit	3 285	3 380	-	-	-	-	95
Dettes rattachées à des participations	668	667	-	(1)	-	-	-
Endettement non courant	3 953	4 047	-	(1)	-	-	95
Emprunts auprès établis. de crédit	1 047	1 189	1 400	(1 163)	-	-	(95)
Autres emprunts et dettes assimilées	50	52	2	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	252	262	10	-	-	-	-
Mobilisation de créances	1 773	-	-	(1 773)	-	-	-
Concours bancaires dettes	5	4	-	(1)	-	-	-
Endettement courant	3 127	1 507	1 412	(2 937)	-	-	(95)

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif (le cas échéant) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 31 décembre 2025, l'endettement financier net est de (12 405) K€ notamment grâce à la trésorerie et équivalent de trésorerie pour un montant de 24 528 K€.

Le ratio d'endettement net de -11,2 % en 2024 est passé à -21,7 % en 2025.

Ci-dessous l'échéancier des emprunts et dettes financières :

Libellé en K€	31/12/2025	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit	3 380	-	1 207	1 225	186	141	621
Dettes rattachées à des participations	667	-	-	-	-	-	667
Endettement non courant	4 047	-	1 207	1 225	186	141	1 288
Emprunts auprès établis. de crédit	1 189	1 189	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	52	52	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunts	262	262	-	-	-	-	-
Concours bancaires trésorerie passive	-	-	-	-	-	-	-
Concours bancaires dettes	4	4	-	-	-	-	-
Endettement courant	1 507	1 507	-	-	-	-	-

5.1.4 – Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.

5.1.5 – Gestion du risque financier

5.1.5.1 – Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués de découverts bancaires et de dettes fiscales et sociales. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- Le risque de crédit
- Le risque de liquidité
- Le risque de marché
- Le risque de taux d'intérêt
- Le risque de change

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

5.1.5.2 – Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance-crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 5 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit.

Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 4.2.1.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

Au 31 décembre 2025, les créances clients dépréciées représentaient seulement 1 098 K€ soit environ 2,7% des créances clients et comptes rattachés.

Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers de placements en SICAV et CAT auprès de son *pool* bancaire. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

5.1.5.3 – Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peu probables, car le Groupe a peu d'engagement hors activité normale.

Au 31 décembre 2025, le Groupe dispose d'une trésorerie brute de 24,5 M EUR tandis que les dettes financières et les dettes de location exigibles à moins d'un an sont de 3,8 M EUR.

Le Groupe DLSI a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir au cours des douze prochains mois.

5.1.5.4 – Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

5.1.5.5 – Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, le Groupe DLSI peut avoir recours à l'endettement dans le cadre de financement d'acquisitions externes. Au vu du montant peu significatif de la dette bancaire au 31 décembre 2025, le risque de taux d'intérêt est considéré comme mineur.

5.2 – Passifs courants

5.2.1 – Provisions d'exploitation

Les provisions d'exploitation concernent principalement les litiges sociaux.

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Dotations	Reprises	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques	214	225	125	(114)	-	-	-
Autres provisions pour charges	36	36	-	-	-	-	-
Provisions courantes	250	261	125	(114)	-	-	-

5.2.2 – Fournisseurs et autres créditeurs et autres passifs courants

Les fournisseurs, autres créditeurs et autres passifs courants se composent de la manière suivante :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025
Dettes fournisseurs	6 175	5 692
Fournisseurs et comptes rattachés	6 175	5 692
Avoirs à établir	1 017	823
Dettes sociales	25 136	26 130
Dettes fiscales hors IS	9 756	9 615
Etat - impôts sur les bénéfices	-	91
Autres dettes	2 361	2 841
Autres passifs courants	38 271	39 500
TOTAL	44 446	45 192

Note 6 – Notes sur le compte de résultat

6.1 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est réparti sur chaque pays de la manière suivante :

En K€	31/12/2024	31/12/2025
France	123 986	118 641
Allemagne	3 020	1 480
Luxembourg	1 688	2 476
Suisse	83 124	91 748
UE (autres)	51	-
TOTAL	211 869	214 345

5.1.5.6 – Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change.

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'Euro (€) et le Franc Suisse (CHF).

D'une manière générale, le Groupe recherche toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dans laquelle il possède des avoirs.

Au 31 décembre 2025, il existe des actifs financiers (nets des passifs financiers) en devise pour 271 KCHF.

Taux de clôture : CHF / EUR : 1,07404002

Taux moyen de l'exercice : CHF / EUR : 1,06721963

6.2 – Charges de personnel

Les charges de personnels se composent de la manière suivante :

	31/12/2024	31/12/2025
Cadres	84	79
Agents de maîtrise	-	-
Employés	182	174
Ouvriers	-	-
Effectif moyen interne	267	253
Intérimaires	3 053	2 812
Effectif moyen intérimaire	3 053	2 812
Effectif moyen total	3 320	3 064

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

France : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 151.67 heures

Allemagne : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Luxembourg : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Suisse : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à un total de 197 201 K€ pour l'exercice 2025 (194 865 K€ en 2024) soit 172 547 K€ de salaires et traitements, 24 479 K€ de charges sociales et 175 K€ de participations aux salariés.

6.3 – Autres produits et charges financières

Ci-dessous le détail des autres produits et charges financières :

En K€	31/12/2024	31/12/2025
Charges financières sur droit d'utilisation	(44)	(48)
Autres charges financières	(182)	(177)
Dot. dépr. sur actifs financiers	-	-
Dividendes des autres participations	351	196
Gains de change sur opérations financières	-	13
Reprise sur dépréciation titres - groupe	1	31
Revenus des créances rattachées à des participations	1	2
Autres produits financiers	47	18
Autres produits et charges financières	174	35

6.4 – Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements se répartissent de la manière suivante :

En K€	31/12/2024	31/12/2025
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(156)	(189)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(477)	(652)
Dotations aux provisions d'exploitation	(227)	(444)
Dot /Prov. engagements de retraite	(14)	(93)
Dotations pour dépréciation des actifs circulants	(146)	(150)
Dot./Amt. & Dépr. exceptionnels des immobilisations	(95)	(32)
Dot./Amt. & Dépr. sur droit d'utilisation d'actifs corporels	(2 397)	(2 402)
Dotations aux provisions réglementées	(54)	(54)
Reprise sur provisions d'exploitation	230	121
Rep./Prov. engagements de retraite	10	-
Rep./Dépr. sur actifs circulants	133	57
Reprise exceptionnelle de dépréciation sur actifs circulants	43	-
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(3 149)	(3 839)

6.5 – Charges d'impôts

La charge d'impôt se décompose comme suit :

En K€	31/12/2024	31/12/2025
Impôt sur les bénéfices	(776)	(258)
CVAE	(56)	(311)
Impôts différés	(95)	197
Report	158	59
Impôts sur les résultats	(769)	(313)

En 2025, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 311 K€ contre 56 K€ en 2024.

La preuve d'impôt sur les bénéfices se détaille ainsi :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025
Résultat des entreprises intégrées	425	(1 087)
Résultat net (Part du groupe)	496	(1 124)
Intérêts ne conférant pas le contrôle - Résultat	(71)	37
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. sur goodwill et résultat des MEE	(1 274)	(2 572)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. sur goodwill et résultat des MEE	1 699	1 485
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25%	25%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	(425)	(371)
Effets des différences de base	(423)	314
Effets des différences de taux	(28)	7
Effets des dispositions fiscales particulières	140	75
Autres effets sur Impôt	22	(26)
Charge d'impôt théorique	(714)	(2)
Charge d'impôt réelle	(714)	(2)
Écart	0	0
Taux effectif d'impôt	42%	0,14%

Le taux effectif d'impôt au 31 décembre 2025 s'élève à 0,14% contre 42% au 31 décembre 2024.

Le Groupe n'est à ce jour pas concerné par l'imposition minimum mondiale (Pilier 2).

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

Libellé en K€	31/12/2024	31/12/2025	Augmentation	Diminution	Écarts de conv.	Variation de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif	402	530	195	-	-	-	(67)
Impôts différés - passif	95	49	(1)	-	-	-	(45)
Valeur nette impôt différé	307	481	196	-	-	-	(23)
Liasse	(216)	(187)	31	-	(2)	-	-
Fiscalité différée (décalages temporaires)	383	537	154	-	-	-	-
Impôts différés (Activation des engagements de retraite)	140	131	12	-	2	-	(23)
Annulation part IP et MEE	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	307	481	196	-	-	-	(23)
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette par catégorie	307	481	196	-	-	-	(23)

A titre informatif, les taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe DLSI est implanté sont les suivants :

	31/12/2024	31/12/2025
France	25%	25%
Allemagne	19%	19%
Luxembourg	25%	25%
Suisse	22%	22%

Note 7 – Informations complémentaires

7.1 – Rémunération des administrateurs et dirigeants sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

31/12/2025 : (montants en €)

Prénom / Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régime comp. De retraite	TOTAL
Thierry DOUDOT	Président du directoire	319 470	-	-	7 983	-	327 453
Raymond BIRCHEN	Membre du directoire	92 487	-	-	8 703	-	101 190
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	-	-	20 000	-	-	20 000
Anne-Marie ROHR	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 23/01/2025)	179 345	-	10 000	5 818	-	195 163
Anne DOUDOT	Membre du Conseil de surveillance (démission au 17/12/2025)	-	-	10 000	-	-	10 000
Véronique LUTZ	Membre du Conseil de surveillance (démission au 31/01/2025)	-	-	-	-	-	-
Xavière JACQUIN	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	-	-	-	-	-	-
Jean-Guillaume ROYER	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	9 350	-	-	330	-	9 680
Patrick GLEBOCKY	Membre du Conseil de surveillance (depuis le 17/12/2025)	-	-	-	-	-	-
TOTAL		600 652	-	40 000	22 834	-	663 486

31/12/2024 : (montants en €)

Prénom / Nom	Fonction	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régime comp. De retraite	TOTAL
Thierry DOUDOT	Président du directoire	295 735	-	-	7 753	-	303 488
Raymond BIRCHEN	Membre du directoire	73 029	-	-	6 556	-	79 585
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	-	-	16 000	-	-	16 000
Laurent LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	133 403	-	8 000	8 889	-	150 292
Véronique LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	-	-	8 000	-	-	8 000
Anne DOUDOT	Membre du Conseil de surveillance	-	-	8 000	-	-	8 000
TOTAL		502 167	-	40 000	23 198	-	565 365

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire principal de D.L.S.I.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

7.2 – Relations avec les parties liées

En K€	2024		2025	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Ray International	-	207	2	2
TOTAL	-	207	2	2

Au 31 décembre 2025, la dette envers Ray International s'élève à 98 K€ (versus 33 K€ au 31 décembre 2024). Il s'agit d'une avance de trésorerie allouée à DLSI LUX pour 52 K€ réduite par une avance de trésorerie consentie par DLSI S.A. pour 150 K€, toutes les deux rémunérées au cours de l'exercice à un taux annuel de 4,55%.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

7.3 – Engagements hors bilan

7.3.1 – Engagements reçus et donnés

Au 31 décembre 2025, il existe une convention de garantie entre les sociétés DLSI S.A. et GRP suite à l'acquisition de 100% des parts de PRESTIM et ML INTERIM par DLSI S.A. à GRP le 4 janvier 2024.

Cette garantie d'actifs et de passifs d'une durée de 3 ans et 1 mois s'élève à 1 000 K€ et pour en assurer le bon règlement, elle est accompagnée d'une garantie bancaire à première demande pour un montant initialement de 600 K€ qui a été réduite à hauteur de 250 K€ jusqu'au 4 février 2027.

DLSI S.A., dans le cadre d'un emprunt contracté auprès d'un établissement de crédit pour le financement d'un bien immobilier, a consenti une hypothèque sur ce bien. Au 31 décembre 2025, le montant de cette hypothèque au profit de la banque est de 1 288 K€.

7.3.2 – Autres engagements

Une banque s'est portée garante de DLSI Luxembourg à concurrence de 257 K€ envers le ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois ainsi qu'à concurrence de 9 K€ envers un bailleur. Ces engagements bancaires sont garantis par des sûretés conférées sur les comptes de la société ouverts auprès de cette banque et présentant au 31 décembre 2025 un solde de 347 K€.

DLSI SA dispose d'une garantie financière délivrée annuellement par le garant pour chacun des établissements de l'entreprise de travail temporaire conformément aux dispositions de l'article R.1251-14 du Code de Travail. Cette garantie est délivrée par BNP PARIBAS pour un montant de 9 771 181,92 €.

7.4 – Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour les années 2025 et 2024 se présentent comme ceci :

En euros	2024						2025					
	EY	ACCOUNT AUDIT	SOFICO	EUROLUX AUDIT	BIEBER & WALLE	FIDINTER	EY	ACCOUNT AUDIT	SOFICO	EUROLUX AUDIT	BIEBER & WALLE	FIDINTER
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :												
- Société mère	71 570	49 650	-	-	-	-	78 930	52 370	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	16 300	6 200	22 805	5 000	82 006	-	16 150	6 200	22 805	2 923	140 773
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes :												
- Société mère	-	8 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	71 570	74 450	6 200	22 805	5 000	82 006	78 930	68 520	6 200	22 805	2 923	140 773



*Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 5.082.980 euros*

Siège social : Avenue Jean-Eric Bousch – Technopôle Forbach Sud - 57600 FORBACH
RCS SARREGUEMINES 389 486 754
Téléphone : 03 87 88 12 80
www.groupedlsi.com

Le Groupe DLSI fédère un réseau de plus de 70 agences d'emploi positionnées en France,
au Luxembourg, en Allemagne et en Suisse.

Présents dans tous les secteurs d'activité, nous proposons toutes les solutions d'emploi : CDI, CDD, Intérim.

Coté sur le marché Euronext Growth d'Euronext Paris depuis 2006,
le Groupe a réalisé 214,3 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2025.



ISIN FR0010404368 - MNEMONIQUE : ALDLS

CONTACTS DLSI :

FINANCIER :

Thierry DOUDOT
Anne Marie ROHR
Tél : 03 87 88 12 80

COMMUNICATION :

Jean-Guillaume ROYER
Maël LE NINAN
communication@groupedlsi.com

Suivez notre actualité en direct :



groupedlsi.com



[Groupe DLSI](#)



[dlsi_officiel](#)



[@dlsi_officiel](#)